



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine et à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

APPELS AUX PRÉSIDENTS MAÎTRE ABDOULAYE WADE DU SENEGAL ET NICOLAS SARKOZY DE LA FRANCE.

La Rencontre Africaine pour la Défense de Droits de l'Homme (**RADDHO**) suit minute après minute l'évolution de la situation militaire au Tchad où plusieurs colonnes armées de l'Alliance Nationale (A.N) et l'Union des Forces pour le Changement et la Démocratie (UFCD) viennent de s'emparer des localités de Am-Dam, Biltine et progressent où ils sont à 500 km de la capitale, Ndjaména.

Devant cette situation qui se dégrade progressivement et avant la confrontation finale de Ndjaména qui risque d'être plus meurtrière que les précédentes, des initiatives de la communauté africaine et internationale doivent être prises immédiatement pour la cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire national du Tchad.

La RADDHO :

- **Déplore** l'indifférence et l'impuissance de la communauté africaine et internationale face à la tragédie continue du peuple tchadien ;
- **Lance** un appel solennel à l'endroit des Présidents du Sénégal Me Abdoulaye Wade et Nicolas Sarkozy de la France pour qu'ils prennent conjointement des initiatives diplomatiques et politiques auprès de l'Union africaine, de l'Union européenne et du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour :
 - **Trouver** les moyens d'imposer l'arrêt des combats **entre les parties belligérantes** ;
 - **Exercer une forte pression sur le Président Idriss Deby pour qu'il accepte d'organiser dans les meilleurs délais un dialogue politique inclusif avec l'opposition démocratique et armée** ;
 - **A défaut, envisager** sérieusement la mise sous tutelle du Tchad par les Nations Unies pour une période de transition de trois (3) ans afin de trouver les moyens de mettre définitivement un terme à la spirale dépressive de la prise du pouvoir et/ou de sa conservation par les armes, mais surtout et principalement d'abrèger les souffrances du peuple martyr du Tchad.

Fait à Dakar, le 16 juin 2008.

Le Président.